

## Effet modérateur de la pression démographique et du travail des enfants sur la scolarisation dans les communautés cacaoyères de Soubré en Côte d'Ivoire

*Abdoulaye Ouattara, PhD Student in Sociology*  
*Zamblé Théodore Goin Bi, Associate Professor*

Université Peleforo GON COULIBALY (UPGC), Korhogo, Côte d'Ivoire

[Doi:10.19044/esj.2026.v22n14p157](https://doi.org/10.19044/esj.2026.v22n14p157)

Submitted: 01 April 2026  
Accepted: 26 May 2026  
Published: 31 May 2026

Copyright 2026 Author(s)  
Under Creative Commons CC-BY 4.0  
OPEN ACCESS

### *Cite As:*

Ouattara, A., & Goin Bi, Z.T. (2026). *Effet modérateur de la pression démographique et du travail des enfants sur la scolarisation dans les communautés cacaoyères de Soubré en Côte d'Ivoire*. European Scientific Journal, ESJ, 22 (14), 157.

<https://doi.org/10.19044/esj.2026.v22n14p157>

### Résumé

**Objectif :** Cet article analyse l'effet modérateur de la pression démographique et du travail des enfants sur la scolarisation à Soubré. La problématique interroge la mesure dans laquelle la charge de dépendance et l'intensité de la participation agricole modulent, voire neutralisent, l'impact protecteur du capital culturel parental sur l'investissement éducatif des familles. **Méthode :** Une enquête quantitative a été menée en décembre 2025 - période de forte activité agricole (grande traite) - auprès de 433 ménages cacaoyers, couvrant 1 193 enfants âgés de 5 à 17 ans. L'analyse s'appuie sur une modélisation par régression logistique binaire pour quantifier les probabilités de scolarisation en fonction des contraintes du foyer. **Résultats :** L'étude révèle un taux de non-scolarisation massif de 71 %. Si l'instruction des parents est le prédicteur le plus puissant de la scolarisation, cet effet est fortement affaibli par une charge démographique élevée, qui réduit les chances de scolarisation de 57,5 %. L'originalité de la recherche réside dans le concept d'« écolier-travailleur » : en contexte de précarité, la participation agricole sert de levier financier pour l'achat des fournitures scolaires. Toutefois, cet équilibre s'effondre dès que l'intensité du travail hebdomadaire provoque un épuisement cognitif menant à l'abandon. **Implications :** Ces résultats préconisent une synergie étroite entre les secteurs agricole et éducatif, conformément au Plan d'Action National 2025-2029. L'obligation scolaire

nécessite un soutien aux revenus des planteurs et un investissement massif dans les infrastructures rurales pour limiter le recours stratégique à la main-d'œuvre juvénile.

---

**Mots-clés :** Décrochage scolaire, capital culturel, travail des enfants, économie rurale, Cacaoculture, Soubré, Côte d'Ivoire

---

## **Moderating Effect of Demographic Pressure and Child Labor on Schooling in the Cocoa-Growing Communities of Soubré, Côte d'Ivoire**

*Abdoulaye Ouattara, PhD Student in Sociology*  
*Zamblé Théodore Goin Bi, Associate Professor*

Université Peleforo GON COULIBALY (UPGC), Korhogo, Côte d'Ivoire

---

### **Abstract**

**Objective:** This article analyzes the moderating effect of demographic pressure and child labor on schooling in Soubré. The problem statement explores the extent to which demographic burden and agricultural labor intensity modulate or even neutralize the protective impact of parental cultural capital on family educational investment. **Method:** A quantitative survey was conducted in December 2025 - during the peak cocoa harvest season - among 433 households, covering 1,193 children aged 5 to 17. The analysis is based on binary logistic regression modeling to quantify schooling probabilities based on household constraints. **Results:** The study reveals a massive non-schooling rate of 71%. While parental education is the strongest predictor of schooling, this effect is significantly weakened by a high demographic burden, which reduces schooling chances by 57.5%. The research highlights the original concept of the "student-worker": in a precarious context, agricultural participation serves as a financial lever for purchasing school supplies. However, this balance collapses when weekly work intensity leads to cognitive exhaustion and school dropout. **Implications:** These findings call for close synergy between the agricultural and educational sectors, in line with the 2025-2029 National Action Plan. Compulsory education requires support for farmers' incomes and massive investment in rural infrastructure to limit strategic reliance on child labor.

---

**Keywords:** School dropout, cultural capital, child labor, rural economy, Cocoa farming, Soubré, Côte d'Ivoire

---

## Introduction

En Côte d'Ivoire, l'économie cacaoyère demeure la « sève vitale » du développement national (Koffi, 2025), générant environ 40 % des recettes d'exportation (Banque Mondiale, 2019 ; Toumbou, 2024). Toutefois, ce pilier économique repose sur un paradoxe persistant : malgré l'adoption de la loi n° 2015-635 du 17 septembre 2015 instaurant l'école obligatoire, la main-d'œuvre infantile reste un engrenage structurel des exploitations familiales (Journal Officiel, 2015 ; MENA, 2021). Les données statistiques mettent en exergue l'ampleur structurelle du phénomène : environ 38 % des ménages agricoles au sein des communautés cacaoyères ivoiriennes ont recours au travail des enfants, ce qui représente près de 1,56 million d'enfants impliqués dans la production à l'échelle de la Côte d'Ivoire et du Ghana (Commission européenne, 2020). Parallèlement, au niveau de la Côte d'Ivoire, le nouveau Plan d'Action National (2025-2029) précise que si la prévalence globale a reculé de 32 % dans les zones bénéficiant de programmes de remédiation, environ 790 000 enfants demeurent toujours astreints au travail dans ce secteur (Comité National de Surveillance, 2024). Cette tension persistante entre l'impératif législatif et les nécessités impérieuses de la survie agraire constitue le socle problématique de notre étude.

À l'échelle mondiale, la stagnation des progrès éducatifs révèle une fracture démographique profonde. En 2024, l'UNESCO estime que 251 millions d'enfants et de jeunes sont toujours exclus du système scolaire, un chiffre qui n'a reculé que de 1 % en dix ans (UNESCO, 2024). En Afrique de l'Ouest, un débat oppose deux courants majeurs pour expliquer cette inertie. D'un côté, des auteurs comme Muthugala et al. (2025) privilégient les déterminants macroéconomiques, corrélant la hausse du travail des enfants à l'instabilité des revenus et au chômage. À l'opposé, les travaux de l'International Cocoa Initiative (2025) mettent l'accent sur des facteurs qualitatifs, démontrant que le renforcement des compétences parentales et la qualité de l'offre scolaire sont des leviers plus déterminants que le simple niveau de pauvreté pour freiner le décrochage.

À Soubré, pôle central de la cacao culture ivoirienne, 26 % des enfants intégrés aux systèmes de remédiation participent aux travaux agricoles (Foubert & ICI, 2022). La précarité, accentuée par des chocs agricoles récurrents, contraint les familles à un arbitrage substantiel entre l'investissement éducatif et la mobilisation de la main-d'œuvre infantile pour assurer la survie du foyer (Buono & Babo, 2013). Sur le plan structurel, l'Indice Mondial du Savoir (GKI) 2024 illustre le retard national : avec un score de 34,2, la Côte d'Ivoire se situe nettement sous la moyenne mondiale (47,83). Bien que le pays surpasse le Burkina Faso (28,17), il fait face à des défis persistants concernant la qualité de son environnement d'apprentissage

(Direction des Études, des Stratégies, de la Planification et des Statistiques [DESPS], 2024).

Le déficit en infrastructures de base (eau, électricité) fragilise le maintien scolaire en zone rurale, où sont pourtant implantées 60 % des écoles primaires (DESPS, 2024 ; Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle [MENETFP], 2021). Si l'accès au cycle primaire est devenu quasi universel dans la région de la Nawa avec un Taux Net de Scolarisation (TNS) de 99,74 %, le système subit une rupture lors de la transition vers le secondaire, où ce taux chute à 57,60 % (DESPS, 2024).

Cette « hémorragie scolaire » est particulièrement marquée au sein de la Direction Régionale de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) de Soubré. Malgré un Taux d'Achèvement au Primaire (TAP) robuste de 83,81 %, les performances s'écroulent au collège avec seulement 37,19 % de réussite au BEPC (DESPS, 2024 ; Performance DRENA Soubré, 2024). Comme le suggère Kouadio (2025), ce décrochage massif vers les plantations impose de réinterroger les motivations liées à l'héritage scolaire colonial face aux impératifs immédiats de la subsistance agraire.

Le système éducatif ivoirien demeure profondément imprégné par son héritage colonial (Kouadio, 2025). La transition entre l'éducation traditionnelle communautaire et l'école de type occidental a provoqué une rupture majeure dans les modes de socialisation. Cette institution fut initialement conçue comme un outil administratif, à l'image de « l'école des otages », visant à former des auxiliaires subalternes au service de la métropole (Désalmand, 1983 ; Gnaoulé-Oupoh, 2000 ; Kouadio, 2025). Si la Conférence de Brazzaville en 1944 a libéré la demande scolaire en érigeant l'éducation comme un levier de mobilité sociale (Désalmand, 1983), cette promesse se heurte aujourd'hui à la précarité croissante du monde paysan (Coulibaly, 1997 ; Touré, 2018 ; Abou Pokou, 2021 ; Adopo et al., 2022).

Dans ce prolongement historique, le niveau de vie constitue désormais le premier filtre d'accès à l'instruction (Mimche, 2004). Bien que la gratuité scolaire soit théoriquement assurée, les charges directes liées aux fournitures, aux uniformes et aux cotisations communautaires pèsent lourdement sur les budgets familiaux (Kobiané, 2002 ; Kuepie & Misangumukini, 2012). Face à cette pauvreté, l'enfant est souvent perçu comme une « main-d'œuvre stratégique » indispensable : environ 38 % des ménages agricoles mobilisent le travail infantile pour minimiser leurs coûts de production (Sadhu et al., 2020 ; International Cocoa Initiative [ICI], 2023). D'après Kobiané (2002), cette dynamique engendre une concurrence temporelle sévère où le temps d'apprentissage est sacrifié au profit des plantations, augmentant drastiquement les risques de décrochage définitif (Kouamé & Schellekens, 2002 ; Marcoux, 1998).

Un point de divergence majeur dans la littérature concerne l'exclusivité entre travail et école. La théorie classique de l'axiome de luxe postule que ces deux activités sont strictement mutuellement exclusives (Basu & Van, 1998). À l'opposé, des recherches contemporaines valident l'émergence de la figure de l'« écolier-travailleur ». Dans ce cadre, l'insertion agricole peut servir de levier financier (Buono & Babo, 2013 ; Foubert & International Cocoa Initiative [ICI], 2022). Elle permet notamment à l'enfant de couvrir ses propres frais de scolarité face à l'incapacité parentale.

Toutefois, ce modèle de survie reste précaire. Boutin et Jouvin (2022) alertent sur le fait que cette « double charge » épuise cognitivement l'élève. Dès que l'intensité du travail franchit le seuil critique de 15 à 20 heures hebdomadaires, le maintien scolaire devient statistiquement illusoire (Ray & Lancaster, 2003 ; Schuller, 2017).

Par ailleurs, la structure interne du foyer module directement ces contraintes économiques. L'augmentation de la taille de la fratrie déclenche un effet de « dilution des ressources » matérielles et attentionnelles (Gauthier-Jaques, 2023). Ce phénomène force les parents à opérer des arbitrages difficiles, favorisant souvent l'éducation des garçons au détriment des filles dans les foyers à forte charge de dépendance (Eloundou-Enyegue & Davanzo, 2003).

À l'inverse, le capital éducatif parental, et singulièrement celui de la mère, agit comme un puissant bouclier protecteur (Bourdieu, 1979 ; Escardíbul & Villarroja, 2009 ; Kuepie & Misangumukini, 2012). Un environnement familial instruit facilite l'assimilation des codes institutionnels et assure un encadrement pédagogique continu (Lange, 2006), favorisant ainsi la réussite de l'enfant (DESPS, 2024).

Toutefois, ce dynamisme récent s'accompagne d'une mutation profonde des normes rurales. Les indicateurs de la DRENA de Soubré témoignent désormais d'un rattrapage manifeste des filles (DESPS, 2024), dont le taux d'achèvement au primaire (84,67 %) excède celui des garçons (83,00 %), marquant une mutation profonde des aspirations éducatives rurales (Performance DRENA Soubré, 2024).

Malgré ces avancées statistiques, l'institution scolaire demeure un terrain de reproduction des inégalités préexistantes. En s'appuyant sur la théorie du capital culturel, la littérature souligne que l'institution scolaire tend à reproduire les inégalités sociales préexistantes (Bourdieu, 1979 ; Bourdieu & Passeron, 1970 ; Sapiro, 2023). Les enfants issus de milieux lettrés disposent d'une « longueur d'avance » grâce à l'assimilation précoce des codes scolaires (Lareau, 1987). À l'inverse, les parents analphabètes perçoivent souvent l'école avec méfiance ou incompréhension, y voyant parfois une institution exogène qui les dépossède de leur autorité pédagogique traditionnelle (Danhi, 2023 ; Lange, 2006).

À cette barrière culturelle s'ajoutent des normes sociales pénalisantes. Les mariages forcés et les grossesses précoces demeurent des vecteurs majeurs d'exclusion pour les jeunes filles rurales, sacrifiées au profit de la survie de la structure familiale élargie (Akpoué, 2025 ; UNFPA WCARO, 2015 ; Wodon et al., 2018). Ces vulnérabilités sont exacerbées par de lourdes défaillances institutionnelles. Sur le plan administratif, l'absence massive de documents d'état civil empêche la présentation aux examens et provoque un décrochage mécanique (Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques [DSPS], 2021). Matériellement, un déficit critique d'infrastructures de base (eau, électricité) dégrade l'environnement d'apprentissage (Lanoué, 2003). Couplée à un fort éloignement géographique - les trajets dépassant fréquemment trois kilomètres -, cette précarité fragilise durablement le maintien scolaire dans les communautés isolées (Direction des Études, des Stratégies, de la Planification et des Statistiques [DESPTS], 2024 ; Akpoué, 2025).

En outre, la continuité de la scolarisation rurale reste dramatiquement vulnérable aux chocs exogènes. L'apparition de crises sanitaires, telles que la maladie du *Cocoa Swollen Shoot*, illustre cette fragilité : en détruisant les rendements cacaoyers, cette pathologie assèche subitement la trésorerie des paysans (Adopo et al., 2022). Incapables de financer le matériel scolaire, les ménages sinistrés opèrent un repli de survie. Ils convertissent alors leurs enfants en main-d'œuvre de substitution, interrompant brutalement le cycle d'accumulation du capital humain (Kouakou et al., 2011 ; UNICEF, 2024).

Cette mobilisation forcée de la main-d'œuvre juvénile soulève un débat théorique majeur sur la compatibilité entre instruction et production. La théorie classique de l'axiome de luxe postulait que ces deux activités étaient strictement mutuellement exclusives (Basu & Van, 1998). Toutefois, des recherches contemporaines valident l'émergence de la figure de l'« écolier-travailleur » (Buono & Babo, 2013). Dans ce cadre, l'insertion agricole peut servir de levier financier permettant à l'enfant de couvrir ses propres frais de scolarité (Foubert & International Cocoa Initiative [ICI], 2022). Néanmoins, ce modèle de survie reste précaire : Boutin et Jouvin (2022) alertent sur le fait que dès qu'un seuil d'intensité (souvent fixé entre 15 et 20 heures hebdomadaires) est franchi, la fatigue cognitive transforme cette aide en une « double charge » épuisante, précipitant l'abandon définitif (Ray & Lancaster, 2003 ; Schuller, 2017).

C'est précisément pour dépasser ces oppositions théoriques et saisir la complexité de ces arbitrages que cet article mobilise simultanément la théorie du capital humain (Becker, 1964), l'axiome de luxe (Basu & Van, 1998) et la théorie du capital culturel (Bourdieu, 1979) au sein d'un cadre empirique quantitatif localisé à Soubré.

Sur le plan conceptuel, cette analyse mobilise le paradigme de la « dilution des ressources » pour appréhender la tension entre les aspirations éducatives et la pression démographique. Ce cadre théorique postule qu'une fratrie nombreuse fragmente le capital financier et attentionnel disponible pour chaque enfant, ce qui tend à neutraliser les bénéfices de l'encadrement familial (Gauthier-Jaques, 2023 ; Eloundou-Enyegue & Davanzo, 2003).

Bien que les recherches antérieures identifient divers déterminants de l'instruction, la littérature peine encore à modéliser l'interaction complexe de ces dynamiques au sein du foyer (Kuepie & Misangumukini, 2012 ; Muthugala et al., 2025). Plus précisément, l'effet modérateur de la pression démographique sur le capital éducatif parental reste peu documenté dans le contexte rural de Soubré. L'analyse des données recueillies en décembre 2025 permettra d'identifier les points de rupture où l'impératif de subsistance économique supprime définitivement les ambitions scolaires des foyers.

Cette recherche vise à évaluer l'effet modérateur de la charge de dépendance sur l'éducation. Elle mobilise le paradigme de la « dilution des ressources » pour appréhender la tension entre les aspirations éducatives et la pression démographique au sein des foyers cacaoyers. Ce cadre théorique postule qu'une fratrie nombreuse fragmente le capital financier et attentionnel disponible pour chaque enfant, neutralisant de fait les bénéfices de l'encadrement familial (Eloundou-Enyegue & Davanzo, 2003 ; Gauthier-Jaques, 2023). Dès lors, notre problématique centrale s'énonce ainsi : A soubré est-ce que la taille du ménage et le temps passé au champ affaiblissent l'effet positif du capital culturel parental sur la scolarisation?

Pour y répondre, nous formulons les hypothèses suivantes :

- **Hypothèse générale (HG) :** Plus la taille du ménage et le temps passé aux travaux champêtres augmentent, plus l'influence positive du capital culturel parental sur la scolarisation s'affaiblit.
- **Hypothèses Spécifiques (HS):**
  - **Hypothèse 1 :** Plus la taille du ménage augmente, l'effet positif du capital culturel sur la scolarisation baisse.
  - **Hypothèse 2 :** L'intensité du travail de l'enfant diminue ses chances de scolarisation et affaiblit le rôle protecteur du capital culturel parental.

## Méthodes

La présente recherche s'inscrit dans un paradigme explicatif et mobilise un devis méthodologique quantitatif. Cette approche permet d'appréhender la complexité des dynamiques de scolarisation en quantifiant l'ampleur des déterminants socio-économiques tout en saisissant les arbitrages opérés par les ménages cacaoyers sous contrainte.

### ***Zone et population d'étude***

Le choix d'analyser les dynamiques de scolarisation s'est porté sur le département de Soubré, capitale de la région de la Nawa et foyer principal de la cacaoculture en Côte d'Ivoire, assurant environ 30 % de la production nationale. L'enquête dans cette localité se justifie par le recours persistant à la main-d'œuvre infantile malgré l'adoption de la loi sur la scolarisation obligatoire (loi n° 2015-635). Cette tension se traduit par une importante déperdition scolaire : nonobstant un Taux d'Achèvement au Primaire (TAP) de 83,81 % dans la DRENA de Soubré, les résultats s'effondrent de manière drastique lors de la transition vers le secondaire, avec seulement 37,19% de réussite au BEPC (Performance DRENA Soubré, 2024 ; DESPS, 2024). Afin de capter ces réalités de terrain, les enquêtes se sont concentrées sur quatre villages spécifiquement choisis pour leur représentativité de la diversité socio-spatiale du département : Mayo 2, Sayo, Obrouayo et Ballodougou. La population cible circonscrit l'ensemble des ménages agricoles résidant dans ces localités, l'unité d'analyse privilégiée pour cette recherche étant l'enfant âgé de 5 à 17 ans révolus.

### ***Stratégie d'échantillonnage***

Pour garantir la représentativité statistique et la robustesse de l'étude, la sélection des participants a reposé sur une méthode d'échantillonnage probabiliste stratifié. Cette approche a été couplée à un tirage systématique spatial au sein des quatre villages retenus. La taille minimale de l'échantillon a été rigoureusement déterminée en amont par l'application de la formule mathématique de Cochran (1977). À l'issue de la phase de collecte sur le terrain et de la procédure d'apurement des données, l'échantillon définitif validé comprend 433 ménages agricoles. L'agrégation de ces foyers permet de totaliser une population d'étude globale de 1193 enfants en âge scolaire sur un effectif total de 1623 enfants âgés de 0 à 17 ans révolus, constituant ainsi une base de données solide pour les inférences statistiques. L'analyse porte sur les enfants en âge scolaire.

### ***Dispositif et outils de collecte des données***

La phase d'enquête de terrain s'est déroulée précisément durant le mois de décembre 2025. Ce choix temporel est méthodologiquement significatif car il coïncide avec la grande saison de récolte du cacao ("grande traite") dans la région de Soubré. Cette période de forte activité agricole permet de capter les dynamiques de scolarisation au moment où la pression sur la main-d'œuvre infantile est à son niveau maximal, offrant ainsi une vision réaliste des arbitrages familiaux entre les exigences scolaires et les besoins de production. La collecte des données primaires s'est matérialisée par l'administration d'un questionnaire quantitatif structuré, réalisé lors d'entretiens en face-à-face

auprès des chefs de ménage. Afin d'optimiser la fiabilité des informations recueillies et de moderniser le processus d'enquête, l'étude a adopté une démarche de collecte numérisée de type CAPI (*Computer-Assisted Personal Interviewing*). Concrètement, l'instrument de mesure a d'abord été conceptualisé sur Microsoft Excel au format XLSForm, puis déployé via la plateforme de collecte en ligne KoboToolbox sur des terminaux mobiles (smartphones Android). Ce procédé technologique a offert un avantage méthodologique majeur : il a permis un contrôle direct de la qualité en limitant drastiquement les erreurs de saisie et en garantissant la cohérence logique des réponses directement sur le terrain, avant même la phase d'analyse.

### ***Opérationnalisation des variables***

Afin de modéliser avec précision la pression structurelle pesant sur les décisions éducatives familiales, les variables du modèle ont été opérationnalisées de la manière suivante :

- Variable Dépendante (VD) : La variable centrale à expliquer est le statut de scolarisation de l'enfant. Elle a été codée de manière strictement dichotomique (0 = Non scolarisé ; 1 = Scolarisé).
- Variables Indépendantes (VI) : Le modèle intègre deux forces opposées. D'une part, le *capital éducatif du ménage* : plutôt que de se limiter au seul niveau du chef de famille, cette variable capte le niveau d'instruction le plus élevé parmi tous les membres du foyer, englobant ainsi les adultes secondaires. D'autre part, la *pression démographique*, qui est évaluée via le Ratio de Dépendance Démographique (RDD) (rapport entre la population inactive des 0-14 ans et 65 ans et plus, et la population active des 15-64 ans).
- Variables de contrôle : L'analyse intègre *l'implication agricole et le statut de travailleur* pour évaluer la contribution économique de l'enfant. De plus, un indicateur clé, le *Ratio Travail/Scolarisation (RTS)*, a été calculé pour mesurer concrètement le niveau de « double charge » de l'enfant en évaluant la prédominance du temps productif sur le temps éducatif. Enfin, le *sexe de l'enfant* a été inclus pour neutraliser l'effet des inégalités de genre et de la division sexuelle des tâches domestiques.

Pour lever toute ambiguïté conceptuelle et affiner l'analyse des résultats, cette étude distingue deux dimensions de l'activité juvénile conformément aux cadres normatifs du BIT (2015) et à ses instruments juridiques piliers : la Convention n° 138 relative à l'âge minimum d'admission à l'emploi et la Convention n° 182 sur les pires formes de travail [20/481, 486]. Le premier concept, le « travail des enfants », utilisé comme variable globale, désigne l'implication de l'enfant dans toute activité productive régulière, intensive ou dangereuse qui entre en concurrence directe avec le temps

scolaire. À l'inverse, la « participation agricole » est définie spécifiquement dans le contexte de Soubré comme une aide familiale occasionnelle au sein de l'exploitation cacaoyère. Cette nuance est fondamentale : alors que le travail intensif est un vecteur d'exclusion, la participation ponctuelle peut paradoxalement constituer un levier financier permettant de couvrir les frais de scolarité, matérialisant ainsi la figure de l'« écolier-travailleur ».

Il convient également de définir le Ratio Travail / Scolarisation (RTS). Ce ratio constitue un des indicateurs important pour analyser la figure hybride de l'« écolier-travailleur ». Il mesure l'arbitrage intra-familiale et l'intensité de la double charge pesant sur l'enfant en évaluant la prédominance du temps productif sur le temps éducatif au sein du foyer. Il est calculé en faisant le rapport : Nombre d'enfants travailleurs (du ménage) / Nombre d'enfants scolarisés dans le ménage.

Un  $RTS < 1$  signifie "Prédominance de la scolarisation" ou "priorisation de l'investissement éducatif"; Si  $RTS = 1$  (Équilibre entre école et travail. Le ménage tente donc de concilier les deux sphères : l'enfant n'est pas "soit" élève "soit" travailleur, mais navigue entre l'école et le champ). Enfin si  $RTS > 1$ , cela équivaut à une prédominance du travail sur l'école.

L'inclusion des variables de contrôle, telles que le sexe de l'enfant et le ratio travail/scolarisation, se justifie par la nécessité de neutraliser les effets de la division sexuelle des tâches et de la concurrence temporelle entre l'école et la plantation, facteurs largement documentés comme déterminants majeurs de l'attrition scolaire en milieu rural.

### ***Choix et justification du modèle statistique***

Le traitement informatique et l'analyse approfondie des données ont été réalisés à l'aide du logiciel IBM SPSS (version 25), en procédant par des statistiques descriptives, des tests bivariés (Khi-deux) et une modélisation multivariée. Dans cette étude nous avons opté pour la régression logistique binaire. Ce choix méthodologique s'impose et se justifie pour deux raisons fondamentales. D'une part, la nature de la variable dépendante (le statut de scolarisation) est strictement dichotomique (scolarisé vs non-scolarisé). D'autre part, et de manière décisive, la régression logistique permet de générer des *Odds Ratios* (Rapports de côtes, exprimés par  $\text{Exp}(B)$ ). Contrairement au Probit, ces *Odds Ratios* offrent une interprétation directe et particulièrement intuitive des résultats : ils permettent de quantifier précisément dans quelle mesure une forte charge démographique ou la participation agricole multiplie ou divise les chances de maintien à l'école par rapport au capital éducatif mobilisable, répondant ainsi parfaitement aux objectifs d'évaluation des probabilités posés par notre problématique. La validité et la robustesse de notre modèle de régression logistique binaire ont été soumises à plusieurs tests diagnostiques.

Premièrement, l'absence de multicollinéarité entre les variables indépendantes a été vérifiée par le calcul des statistiques de tolérance et des facteurs d'inflation de la variance (VIF), garantissant qu'aucune redondance n'altère les coefficients.

Deuxièmement, la qualité de l'ajustement global du modèle a été confirmée par le test de Hosmer-Lemeshow ( $p > 0,05$ ) et la significativité du modèle par le test de l'Omnibus ( $p < 0,001$ ). Enfin, la capacité prédictive du modèle a été évaluée par le R-deux de Nagelkerke, assurant que les variables intégrées expliquent une part substantielle de la variance du statut de scolarisation.

### ***Considérations éthiques***

La présente recherche a été conduite dans le strict respect des protocoles éthiques inhérents aux sciences sociales et aux enquêtes de terrain en milieu rural vulnérable. L'intégrité de la démarche a été assurée en premier lieu par l'obtention systématique du consentement libre et éclairé des tuteurs légaux (chefs de famille) préalablement à l'administration de chaque questionnaire. De plus, le principe de non-nocivité a été scrupuleusement respecté. Enfin, une anonymisation rigoureuse et absolue des données individuelles et familiales a été garantie à toutes les étapes du processus scientifique (de la collecte informatique jusqu'à la publication de l'analyse) afin de protéger l'identité et la vie privée des populations enquêtées.

### ***Limites et biais de l'étude***

Bien que reposant sur un échantillonnage probabiliste rigoureux, cette recherche présente des biais potentiels. Un biais de déclaration (désirabilité sociale) ne peut être totalement exclu, les répondants pouvant sous-déclarer le travail des enfants par crainte des implications légales liées à la loi de 2015 sur l'école obligatoire. De plus, l'utilisation de données transversales constitue une limite intrinsèque, car elle fournit une "photographie" à un instant T (décembre 2025) sans pouvoir retracer le décrochage comme un processus temporel cumulatif.

## **Résultats**

### ***Profil des ménages: Caractéristiques socioéconomiques des ménages***

**Tableau 1** : Profil sociodémographique et économique des ménages

| <b>Statistiques descriptives des ménages</b> |                  |                  |                           |                |          |
|--|------------------|------------------|---------------------------|----------------|----------|
|  | Taille du ménage | Nombre d'enfants | Age des membres du ménage | Actifs occupés | Inactifs |
| Moyenne                                      | 9,31             | 4,65             | 21,74                     | 8,33           | 0,98     |
| Médiane                                      | 8,00             | 4,00             | 17,00                     | 7,00           | 1,00     |
| Ecart type                                   | 4,388            | 2,676            | 16,934                    | 4,241          | 1,195    |
| Minimum                                      | 2                | 1                | 0                         | 1              | 0        |
| Maximum                                      | 26               | 15               | 89                        | 25             | 7        |

Note. Élaboré par les auteurs à partir des données de l'enquête de terrain (décembre 2025)

Les ménages agricoles de l'échantillon se caractérisent par une très grande taille, comprenant en moyenne 9,31 personnes par foyer, avec un maximum atteignant 26 individus. L'écart-type de 4,388 indique une dispersion relativement importante autour de la moyenne (9,31 personnes). Cela signifie que la structure démographique n'est pas uniforme d'une famille à l'autre : la zone d'étude est caractérisée par une forte disparité, allant de petits foyers (2 personnes) à de très vastes unités domestiques (jusqu'à 26 personnes). Au sein de ces unités familiales, on dénombre une moyenne de 4,65 enfants, un chiffre pouvant s'élever jusqu'à 15 enfants dans certains ménages. L'écart-type associé (2,676) traduit une variabilité modérée de cette charge. Le fardeau démographique n'est pas uniforme, certains ménages n'ayant qu'un seul enfant à charge quand d'autres en comptent jusqu'à 15.

Concernant la structure par âge, la population est particulièrement jeune : l'âge moyen s'établit à 21,74 ans, mais la médiane se situe à 17 ans, ce qui signifie que la moitié des membres de ces ménages a un âge inférieur ou égal à 17 ans. L'Écart-type de 16,934 au niveau de l'âge est la plus forte dispersion du tableau. Autour d'une moyenne de 21,74 ans, cet écart-type très élevé montre une extrême hétérogénéité des âges. Cela illustre parfaitement la cohabitation de plusieurs générations sous le même toit (de 0 à 89 ans), confirmant la forte présence de familles élargies au sein des communautés cacaoyères.

Enfin, la répartition du statut d'activité révèle une très forte implication dans le travail : pour un ménage moyen, on compte en moyenne 8,33 actifs occupés (avec une médiane de 7), contre à peine 0,98 inactif (avec une médiane de 1). La forte dispersion de cet indicateur (écart-type de 4,241) montre que le volume de main-d'œuvre fluctue selon les foyers. À l'inverse, on dénombre à peine 0,98 inactif (avec une médiane de 1). C'est l'indicateur qui présente l'écart-type le plus faible (1,195). Cette très faible dispersion autour d'une moyenne quasi nulle prouve une homogénéité de comportement d'une famille à l'autre. Quelle que soit la taille du ménage, l'inactivité est exceptionnelle.

### ***Distribution par âge et par sexe des chefs de ménage***

**Tableau 2:** Distribution par âge et par sexe des chefs de ménage

|                                       |                | SEXE DU CHEF DE MENAGE |                  | Total      |
|---------------------------------------|----------------|------------------------|------------------|------------|
|                                       |                | Homme                  | Femme            |            |
| <i>Classe d'âge du chef de ménage</i> | 18-34 ans      | 68                     | 14               | 82         |
|                                       | 35-64 ans      | 293                    | 19               | 312        |
|                                       | 65 ans et Plus | 39                     | 0                | 39         |
| <b>Total</b>                          |                | <b>400 (92,4%)</b>     | <b>33 (7,6%)</b> | <b>433</b> |

Note. Élaboré par les auteurs à partir des données de l'enquête de terrain (décembre 2025)

L'organisation domestique dans la région de Soubré reste assujettie à un modèle dominé par les hommes. L'analyse démographique révèle en effet que la gestion des ménages est monopolisée par les hommes (92,4 %), majoritairement d'âge avancé (72 % ont entre 35 et 64 ans). D'un point de vue sociologique, cette prédominance masculine traduit la persistance de règles coutumières qui confisquent le contrôle des ressources productives (foncier et capital) au profit quasi exclusif des hommes.

### ***Composition de la famille et scolarisation des enfants***

**Tableau 3:** Structure de la famille et scolarisation des enfants

|                                   |                       | Enfants Non scolarisés | Enfants scolarisés | Total       |
|-----------------------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|-------------|
| <b><i>Structure familiale</i></b> | Famille nucléaire     | 55,5%                  | 50,3%              | 54,0%       |
|                                   | Famille Monoparentale | 4,1%                   | 5,5%               | 4,5%        |
|                                   | Famille Elargie       | 40,4%                  | 44,2%              | 41,5%       |
| <b>Total</b>                      |                       | <b>100%</b>            | <b>100%</b>        | <b>100%</b> |

Note. Élaboré par les auteurs à partir des données de l'enquête de terrain (décembre 2025)

L'analyse des données révèle que le modèle de la famille nucléaire est largement prédominant (54,0 % de l'échantillon total), suivi de près par la famille élargie (41,5 %), tandis que les familles monoparentales demeurent marginales (4,5 %). On observe des variations intéressantes dans la répartition de la scolarisation : Les enfants issus de familles nucléaires sont proportionnellement surreprésentés parmi les non-scolarisés (55,5 % contre 50,3 % chez les scolarisés). Cependant, le test du Khi-carré confirme l'hypothèse d'indépendance entre les variables (p-value = 0,209 ; donc pas significatif au seuil de 5%). À l'inverse, les familles élargies (44,2 % des scolarisés contre 40,4 % des non-scolarisés) et les familles monoparentales (5,5 % contre 4,1 %) semblent offrir un léger avantage comparatif en matière d'accès à l'école au sein de cet échantillon. Malgré les variations de pourcentages observées, les modélisations statistiques démontrent que la typologie structurelle du ménage (nucléaire, élargie, monoparentale) n'exerce pas, isolément, d'influence statistiquement significative sur la probabilité de scolariser un enfant (le test du Khi-deux affichant une p-value de 0,494). Les contraintes économiques liées à la précarité cacaoyère s'appliquent de manière relativement uniforme à tous les modèles. En réalité, la structure familiale agit davantage comme un « proxy » de la vulnérabilité économique globale du foyer.

### ***Profil des enfants membres des ménages***

**Tableau 4 : Caractéristiques des enfants**

| <b>Caractéristiques des enfants</b>  | <b>Effectifs (n)</b> | <b>Pourcentage (%)</b> |
|--|----------------------|------------------------|
| <b>Sexe (0-17 ans ; N=1 623 : Total Enfants dans les ménages)</b>            |                      |                        |
| Féminin  | 796                  | 49,0                   |
| Masculin   | 827                  | 51,0                   |
| <b>Groupes d'âge (n=1 623 : Total enfants tout âge dans les ménages)</b>     |                      |                        |
| 0-4 ans  | 429                  | 26,4                   |
| 5-11 ans   | 708                  | 43,6                   |
| 12-17 ans  | 486                  | 30,0                   |
| <b>Statut de scolarisation (5-17 ans ; n=1 193 : Enfants d'âge scolaire)</b> |                      |                        |
| Scolarisé  | 344                  | 28,8                   |
| Non scolarisé  | 849                  | 71,2                   |
| <b>Participation agricole (n=1 193)</b>                                      |                      |                        |
| Enfant agricole  | 262                  | 22,0                   |
| Enfant non agricole  | 931                  | 78,0                   |
| <b>Total</b>   | <b>1193</b>          | <b>100,0</b>           |

Note. Élaboré par les auteurs à partir des données de l'enquête de terrain (décembre 2025)

*Les dénominateurs varient selon l'indicateur : N=1 623 représente l'ensemble des enfants recensés dans les 433 ménages enquêtés ; n=1 193 cible uniquement la tranche d'âge scolaire retenue dans cette étude (5-17 ans) conformément aux normes nationales et cadre normatifs du BIT (2015) sur la scolarisation et le travail des enfants. Cet échantillon correspond aux enfants pour lesquels les données sur l'activité agricole ont été collectées de manière exhaustive lors de l'enquête.*

L'analyse du tableau montre que sur un total de 1 623 enfants de moins de 18 ans, la répartition par sexe est quasi paritaire, avec 51,0 % de garçons (827) et 49,0 % de filles (796). Par ailleurs, les adolescents de 12 à 17 ans représentent 30% de cette population alors que les 5-11 ans représentent 43,6% de l'échantillon contre 26,4% pour les 0-4 ans. Au niveau du statut de scolarisation, sur les 1193 enfants en âge d'être scolarisés (5-17 ans), une écrasante majorité (71,2 %) n'est pas scolarisée (soit 849 enfants), contre seulement 28,8 % qui fréquentent l'école (soit 344 enfants scolarisés). Sur 1 193 enfants recensés pour l'indicateur de participation agricole, 22,0 % (soit 262 enfants) participent activement aux travaux agricoles du ménage, tandis que 78,0 % (soit 931 enfants) sont déclarés "non agricoles".

### *Analyses bivariées et test du Khi-deux*

**Tableau 5** : Effets de l'éducation, de la pression agricole et du travail enfantine sur la scolarisation des enfants

| Capital éducatif parental et scolarisation de l'enfant  |                              |                  |              |               |
|---|------------------------------|------------------|--------------|---------------|
|   |                              | Enfant scolarisé |              | Total         |
|   |                              | Non              | Oui          |               |
| Capital éducatif parental (niveau d'instruction mbre du ménage)                               | Aucun niveau                 | 98,0%            | 2,0%         | 100,0%        |
|   | Primaire                     | 84,4%            | 15,6%        | 100,0%        |
|   | Collège                      | 15,5%            | 84,5%        | 100,0%        |
|   | Lycée et +                   |                  | 100,0%       | 100,0%        |
|   | Franco-arabe/Ecole coranique | 71,6%            | 28,4%        | 100,0%        |
| <b>Total</b>  |                              | <b>70,8%</b>     | <b>29,2%</b> | <b>100,0%</b> |
| Khi-carré : p-value = 0,000 (très significatif au seuil de 5%)                                |                              |                  |              |               |
| Influence de la dépendance démographique du ménage sur la scolarisation                       |                              |                  |              |               |
|   |                              | Enfant scolarisé |              | Total         |
|   |                              | Non              | Oui          |               |
| Classe dépendance démographique du ménage   | Faible                       | 58,2%            | 41,8%        | 100,0%        |
|   | Moyenne                      | 72,4%            | 27,6%        | 100,0%        |
|   | Élevée                       | 72,8%            | 27,2%        | 100,0%        |
| <b>Total</b>  |                              | <b>71,1%</b>     | <b>28,9%</b> | <b>100,0%</b> |
| Khi-carré : p-value = 0,004 (très significatif au seuil de 5%)                                |                              |                  |              |               |
| Influence du travail de l'Enfant sur sa scolarisation   |                              |                  |              |               |
|   |                              | Enfant scolarisé |              | Total         |
|   |                              | Non              | Oui          |               |
| Participation au travail de l'Enfant (5-17 ans)   | Enfant Non travailleur       | 68,6%            | 31,4%        | 100,0%        |
|   | Enfant travailleur           | 86,9%            | 13,1%        | 100,0%        |
| <b>Total</b>  |                              | <b>70,9%</b>     | <b>29,1%</b> | <b>100,0%</b> |
| Khi-carré : p-value = 0,000 (très significatif au seuil de 5%)                                |                              |                  |              |               |
| Effets de la participation de l'enfant aux activités agricoles du ménage sur la scolarisation |                              |                  |              |               |
|   |                              | Enfant scolarisé |              | Total         |
|   |                              | Non              | Oui          |               |
| ENFANT participe aux activités AGRICOLES du ménage  | Enfant Non AGRICOLE          | 73,7%            | 26,3%        | 100,0%        |
|   | Enfant AGRICOLE              | 61,3%            | 38,7%        | 100,0%        |
| <b>Total</b>  |                              | <b>71,1%</b>     | <b>28,9%</b> | <b>100,0%</b> |
| Khi-carré : p-value = 0,000 (très significatif au seuil de 5%)                                |                              |                  |              |               |

Note. Élaboré par les auteurs à partir des données de l'enquête de terrain (décembre 2025)

Tout d'abord, les données mettent en exergue une relation directe, forte et proportionnelle entre le capital éducatif présent dans le ménage et le taux de scolarisation de l'enfant (p-value = 0,000). Dans les foyers n'ayant « Aucun niveau » d'instruction, la déscolarisation est quasi absolue, frappant 98,0 % des enfants (pour seulement 2,0 % de scolarisés). La prédominance de la non-

scolarisation se maintient au sein des ménages dont le niveau d'instruction plafonne au "Primaire", touchant encore 84,4 % des enfants. Le véritable point de bascule statistique s'opère lorsque le ménage atteint le niveau « Collège » : la tendance s'inverse alors radicalement avec 84,5 % d'enfants scolarisés. Cette dynamique protectrice atteint son apogée au niveau « Lycée et + », où la scolarisation devient totale (100,0 %).

Par ailleurs, le passage par une éducation de type « Franco-arabe/Ecole coranique » aboutit à un taux de scolarisation intermédiaire de 28,4 %. Ensuite, l'influence de la dépendance démographique (p-value = 0,004) démontre une relation inverse entre la charge supportée par le foyer et la fréquentation scolaire. Les ménages bénéficiant d'une dépendance démographique « Faible » affichent le meilleur taux de scolarisation (41,8 %).

En revanche, dès que cette dépendance se situe atteind la « Moyenne » ou est « Élevée », le taux de non-scolarisation bondit pour se stabiliser respectivement à 72,4 % et 72,8 % (réduisant la part des enfants scolarisés autour de 27 %). Parallèlement, l'implication de l'enfant dans le travail exerce un impact direct et particulièrement négatif sur sa trajectoire éducative (p-value = 0,000). Chez les enfants considérés comme « Non travailleurs », le taux de scolarisation se maintient à 31,4 % (contre 68,6 % de non-scolarisés). Mais chez les enfants identifiés comme « Travailleurs », ce taux s'effondre de plus de la moitié, ne représentant plus que 13,1 % (soit 86,9 % d'enfants déscolarisés).

Toutefois, l'analyse spécifique des effets de la participation aux activités agricoles (p-value = 0,000) révèle une distribution inattendue qui nuance le point précédent. Paradoxalement, les enfants déclarés « Non AGRICOLE » présentent un taux de non-scolarisation très élevé de 73,7 % (pour 26,3 % de scolarisés). À l'inverse, parmi les enfants formellement identifiés comme « AGRICOLE », le taux de scolarisation est proportionnellement plus élevé, atteignant 38,7 % (avec 61,3 % de non-scolarisés).

### ***Analyse des déterminants de la scolarisation à Soubre***

Pour bien comprendre notre analyse, il est important de noter que la variable dépendante de ce modèle est "Enfant scolarisé" (codée : 0 = Non, 1 = Oui). Par conséquent : Un Odds Ratio (Exp(B)) supérieur à 1 indique une augmentation de la probabilité d'être scolarisé. Lorsqu'il est inférieur à 1, il indique une augmentation de la probabilité de non-scolarisation. Ainsi, une variable est considérée comme ayant un effet statistiquement significatif si la valeur Sig. (p-value) est inférieure à 0,05.

**Tableau 6:** Déterminants de la scolarisation des enfants

| Nom de la variable                           | Modalité testée                    | Coefficient (B) | Significativité (Sig.) | Odds Ratio (Exp(B)) |
|--|------------------------------------|-----------------|------------------------|---------------------|
| <i>Dépendance démographique</i>              | Moyenne (Réf: Faible)              | -0,632          | 0,052*                 | 0,532               |
|  | Élevée (Réf: Faible)               | -0,856          | 0,013**                | 0,425               |
| <i>Capital éducatif parental</i>             | Primaire (Réf: Aucun)              | 1,887           | 0,000***               | 6,597               |
|  | Collège (Réf: Aucun)               | 5,398           | 0,000***               | 220,916             |
|  | Lycée et + (Réf: Aucun)            | 24,884          | 0,998                  | 64 138 709 742      |
|  | Franco-arabe (Réf: Aucun)          | 2,699           | 0,000***               | 14,860              |
| <i>Nombre d'enfants dans le ménage</i>       | Variable continue                  | 0,049           | 0,194                  | 1,050               |
| <i>Sexe des enfants</i>                      | Féminin (Réf: Masculin)            | -0,091          | 0,603                  | 0,913               |
| <i>Participation au travail (5-17 ans)</i>   | Non travailleur (Réf: Travailleur) | 1,515           | 0,000***               | 4,549               |
| <i>Participation aux activités AGRICOLES</i> | Non AGRICOLE (Réf: Agricole)       | -0,600          | 0,009***               | 0,549               |
| <i>Ratio Travail/ Scolarisation</i>          | Variable continue                  | 2,153           | 0,000***               | 8,609               |
| <i>Constante</i>                             | -                                  | -6,706          | 0,000                  | 0,001               |

Note. Modélisation réalisée par les auteurs à partir des données de l'enquête de terrain (décembre 2025). (Les références (Réf) ont été déduites du codage des variables catégorielles initiales). Lecture de significativité (tableau 6) : \*\*\* p<0,01 : Très significatif au seuil de 1% \*\* p<0,05 : Significatif au seuil de 5 % ; \* p<0,10 : marginalement significatif au seuil de 10%

L'analyse multivariée démontre que l'instruction des parents est le prédicteur le plus puissant de la scolarisation. Par rapport à un parent sans instruction, le niveau primaire multiplie les chances de scolarisation par 6,6. Ce chiffre grimpe de manière spectaculaire à 220,9 pour le niveau collège. Cet *Odds Ratio* extrême indique un seuil de saturation sociologique : à ce stade, l'école devient une norme familiale incontournable où l'arbitrage entre le travail et l'étude ne se pose quasiment plus, les parents ayant intégré l'habitus lettré comme mode de reproduction sociale. L'absence de significativité statistique pour le niveau « Lycée et + » (Sig = 0,998) ne traduit pas une absence d'effet, mais s'explique par la faiblesse de l'effectif (n=13) dans cette catégorie où, toutefois, 100 % des enfants sont scolarisés.

Conformément à l'hypothèse 1, une charge démographique élevée au sein du ménage réduit les probabilités de scolarisation de 57,5 % (OR = 0,425 ; p = 0,013) par rapport aux foyers à faible dépendance. Le mécanisme de « dilution des ressources » matérielles et attentionnelles force les familles

nombreuses à fragmenter leur capital financier. Dans ce contexte de tension rurale, la survie du foyer l'emporte sur l'investissement humain de long terme, poussant souvent les aînés, et singulièrement les filles, vers les plantations pour soutenir la structure familiale élargie.

Une analyse nuancée des résultats permet de lever l'apparente contradiction entre l'impact du travail global (travail des enfants) et celui de l'activité agricole spécifique :

- L'idéal de l'absence de travail : Globalement, l'enfant identifié comme « non-travailleur » a 4,5 fois plus de chances d'être scolarisé qu'un enfant astreint au travail (OR = 4,549). Ce résultat confirme que l'exemption de toute activité productive reste la condition optimale pour le maintien scolaire.
- Le travail agricole comme « mal nécessaire » : Paradoxalement, l'enfant « non-agricole » a moins de chances d'être scolarisé que celui participant aux activités cacaoyères (OR = 0,549).

Cette divergence révèle une réalité socio-économique importante : dans un contexte de précarité extrême, la participation à la cacaoculture ne doit pas être interprétée uniquement comme une exclusion, mais comme un levier de financement. Pour ces ménages, le travail agricole de l'enfant sert à générer les ressources immédiates complémentaires nécessaires à l'achat des fournitures et au paiement des frais scolaires. À l'inverse, l'inactivité sans ressources (enfant non-agricole et non-scolarisé) est souvent le signe d'une exclusion sociale totale.

## Discussions

L'analyse multivariée des déterminants de la scolarisation dans la région de Soubré révèle une architecture sociale complexe où s'entrechoquent le capital culturel familial, les contraintes démographiques et les impératifs de survie d'une économie de plantation marquée par des chocs récurrents. L'un des résultats les plus saillants réside dans la puissance prédictive de l'instruction parentale, où le niveau collège multiplie les chances de scolarisation par 220,9 ( $p < 0,001$ ). Comme le suggère la vigilance méthodologique imposée par ce chiffre « astronomique », cet Odds Ratio ne doit pas être lu comme une probabilité linéaire, mais comme l'indice d'un seuil de saturation sociologique : à ce stade d'instruction, l'école devient une norme familiale absolue où l'arbitrage avec le travail ne se pose quasiment plus.

Ce constat valide de manière éclatante les thèses de Pierre Bourdieu (1979) sur la transmission de l'habitus lettré et des codes institutionnels facilitant l'adaptation naturelle de l'enfant. Nos données corroborent les travaux de Kuepie et Misangumukini (2012) démontrant que le capital éducatif présent au foyer constitue le principal rempart contre l'exclusion. Toutefois, une divergence s'opère avec l'approche purement économique de

Becker (1964) sur le capital humain : là où Becker postule un calcul de rentabilité, nos observations suggèrent une « mission de réparation sociale » où les parents, conscients de la pénibilité agraire, investissent dans l'école pour briser le cycle de la précarité. Parallèlement, l'influence délétère de la pression démographique est manifeste, une charge de dépendance élevée réduisant les probabilités de scolarisation de 57,5 %. Ce résultat valide empiriquement le paradigme de la « dilution des ressources » d'Eloundou-Enyegue et Davanzo (2003), où l'augmentation du nombre de dépendants fragmente le capital financier et attentionnel. Une similitude frappante apparaît avec les travaux de Marcoux (1998) sur Bamako : dans les foyers saturés, la division sexuelle du travail assigne précocement les filles aux tâches domestiques pour permettre la survie globale.

À l'inverse, nos résultats entrent en divergence avec les thèses de Wakam (2003) qui observait un effet protecteur de la famille élargie ; à Soubré, l'économie de plantation transforme la famille nombreuse en un fardeau financier insoutenable.

La contribution la plus originale de cette recherche réside dans la déconstruction du lien exclusif entre école et travail. Si l'enfant non-travailleur a globalement 4,5 fois plus de chances d'être scolarisé, l'enfant non-agricole a paradoxalement moins de chances de l'être que celui qui participe aux activités cacaoyères (OR = 0,549).

L'un des résultats les plus significatifs de la modélisation multivariée (Tableau 6) concerne le Ratio Travail/Scolarisation (RTS), qui affiche un coefficient de 2,153 et un Odds Ratio (OR) de 8,609 ( $p < 0,001$ ). Ce résultat, bien que complexe, apporte un éclairage essentiel sur les stratégies de survie scolaire : L'ampleur de cet *Odds Ratio* fait du RTS le prédicteur le plus déterminant du statut de scolarisation après le capital culturel. Il convient de préciser que la valeur élevée de ce coefficient résulte d'une inversion de la variable lors du codage sous SPSS : le ratio a été traité pour mettre en exergue la corrélation positive entre la capacité de mobilisation économique de l'enfant et son maintien dans le système éducatif.

Sociologiquement, ce résultat démontre que dans l'économie de plantation de Soubré, le travail de l'enfant agit comme un bouclier financier indispensable. Face à une pauvreté parentale marquée et une taille moyenne de ménage de 9,31 personnes, les revenus générés par la participation de l'enfant permettent de couvrir les frais directs (fournitures, uniformes, cotisations) que la famille ne peut plus assumer seule. Ce paradoxe remet frontalement en cause l'Axiome de Luxe de Basu et Van (1998), qui postule une exclusion mutuelle stricte entre production et éducation. Nos données valident plutôt le paradigme de la « triple compétence » (bic, balai, machette) théorisé par Buono et Babo (2013) : l'enfant est utilisé stratégiquement comme

une unité de production pour renforcer la force productive du foyer et garantir son propre projet scolaire.

Toutefois, cette compatibilité demeure intrinsèquement fragile. En intégrant les seuils de Ray et Lancaster (2003) et de Schuller (2017), nous précisons que dès que l'implication franchit le cap de 15 à 20 heures hebdomadaires, l'épuisement cognitif neutralise l'avantage financier et précipite un décrochage définitif. L'« écolier-travailleur » navigue donc sur une ligne de crête où la forte saisonnalité de la « grande traite » de décembre accentue le risque de rupture. Ce constat confirme la prévalence persistante de la main-d'œuvre infantile (38 %) dans le secteur, telle que documentée par l'ICI (2023) et Sadhu et al. (2020).

Concernant le genre, notre modèle affiche une parité statistique à l'inscription ( $p = 0,603$ ), divergeant des études de Kobiané (2002) sur le sacrifice systématique des filles. Pourtant, cette similitude masque l'« hémorragie scolaire » révélée par la DRENA de Soubré (2024) lors de la transition vers le secondaire (37,19 % de réussite au BEPC). Ce constat rejoint les analyses d'Akpoué (2025) et de l'UNFPA WCARO (2015) : les pesanteurs idéologiques, les mariages forcés et les grossesses précoces réactivent les logiques d'exclusion dès la puberté.

Il convient enfin de circonscrire ces résultats à l'aune de limites structurelles. Le recours à des données transversales constitue une limite intrinsèque, car elle ne fournit qu'une photographie instantanée ne permettant pas de retracer le décrochage comme un processus temporel cumulatif.

De plus, la validité des résultats s'expose au biais de désirabilité sociale, les parents pouvant sous-déclarer le travail des enfants par crainte des sanctions de la loi de 2015. Le modèle néglige également des facteurs institutionnels critiques tels que le sous-équipement des écoles (78 % sans électricité) et le phénomène de marchandisation de l'éducation qui, selon Goin Bi et Koutou (2019), exacerbe les inégalités de classe. Enfin, la vulnérabilité aux chocs exogènes, tels que les crises climatiques (UNICEF, 2024 ; Project Drawdown, 2021) ou phytosanitaires comme le *Cocoa Swollen Shoot* (Adopo et al., 2022), assèche la trésorerie des paysans et force le repli de survie au détriment de l'école. L'attrait pour le modèle franco-arabe (OR = 14,8) souligne d'ailleurs l'existence de systèmes concurrents privilégiés par rejet d'une école formelle jugée trop onéreuse ou exogène, rejoignant les conclusions de Danhi (2023) sur les défis de l'intégration éducative. En somme, la scolarisation à Soubré est la résultante d'un arbitrage sous contrainte où l'enfant est trop souvent réduit à son statut d'unité de production par nécessité impérieuse de subsistance.

## Conclusions

Cette étude démontre qu'à Soubré, l'un des déterminants majeurs de la scolarisation est le capital culturel parental. Le niveau d'instruction des membres du ménage agissant comme le prédicteur le plus important de l'accès à l'école. En dépit d'un capital culturel avéré, la participation des enfants au travail est une réalité lorsque la pression sur les ressources familiales augmente. La charge démographique élevée affaiblit ainsi l'influence protectrice de l'instruction parentale et réduit les chances de scolarisation. Ce qui force les familles à opérer des arbitrages de survie. Bien que les familles se nucléarisent de plus en plus, cette mutation ne suffit pas à compenser la précarité économique qui pèse les différents modèles familiaux. L'étude souligne la fragilité du concept d'« écolier-travailleur » : si le travail agricole peut initialement servir de levier financier, il se transforme en un obstacle infranchissable dès que l'intensité du travail augmente.

Enfin, cette recherche appelle au déploiement d'études longitudinales intégrant le bien-être psychologique pour évaluer le coût mental de la « double charge » et adapter les rythmes scolaires aux réalités vécues par les enfants des zones cacaoyères.

**Conflit d'intérêts :** Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêts.

**Disponibilité des données :** Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

**Déclaration de financement :** Les auteurs n'ont reçu aucun financement pour cette recherche. Cependant, Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à l'Institut Universitaire d'Abidjan (IUA) pour son précieux soutien, sans intérêt, lors de la réalisation et du déroulement de la phase de collecte de données sur le terrain.

**Déclaration relative aux participants humains :** Cette étude a été approuvée par le comité Scientifique du Département de Sociologie de l'Université Peleforo GON COULIBALY de Korhogo et la Sous-Direction la Direction de la Vie Scolaire (DVS) du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA)/Inspection de l'Enseignement Primaire (IEP) de Soubré/autorité d'approbation équivalente compétente. Conformément aux principes de la Déclaration d'Helsinki, cette étude a menée en respectant la santé, les droits et bien-être des participants. Le consentement éclairé des participants a été requis avant d'administrer le questionnaire d'enquête.

## References:

1. Abou Pokou, E. (2021). *Effets de la qualité de l'école sur la scolarisation et le travail des enfants dans les zones sélectionnées de la Côte d'Ivoire* (AERC Research Paper No. 451). African Economic Research Consortium.
2. Adopo, W. A., et al. (2022). Impact of swollen shoot disease on the livelihoods of smallholder cocoa farmers in Côte d'Ivoire. *European Scientific Journal (ESJ)*, 18(40).
3. Akpoué, A. M. C. (2025). *École face aux productions idéologiques et au statut des filles : Perspectives rurales contemporaines en Côte d'Ivoire*.
4. Basu, K., & Van, P. H. (1998). The economics of child labor. *The American Economic Review*, 88(3), 412-427.
5. Becker, G. S. (1964). *Human capital: A theoretical and empirical analysis with special reference to education*. Columbia University Press.
6. BIT. (1973). *Convention (n° 138) sur l'âge minimum d'admission à l'emploi*. Genève : Bureau international du Travail [20/481].
7. BIT. (1999). *Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants*. Genève : Bureau international du Travail [20/486].
8. BIT. (2015). *Child labour and education: Progress, challenges and future directions*. Genève : Bureau international du Travail [20/453].
9. Bourdieu, P. (1979). *La distinction : Critique sociale du jugement*. Éditions de Minuit.
10. Bourdieu, P., & Passeron, J.-C. (1970). *La reproduction : Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Éditions de Minuit.
11. Boutin, D., & Jouvin, M. (2022). *Child Labour Consequences on Education and Health: A Review of Evidence and Knowledge Gaps*. Bordeaux Economics Working Papers, BxWP2022-14.
12. Buono, & Babo. (2013). *Le paradigme de la « triple compétence » et de la figure de l'« écolier-travailleur »*.
13. Comité National de Surveillance (CNS). (2024). *Plan d'Action National 2025-2029 de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants en Côte d'Ivoire*.
14. Coulibaly, Z. (1997). *L'évolution de l'enseignement et de la formation des enseignants du primaire au Burkina Faso (1903-1995)* [Thèse de doctorat, Université de Lille].
15. Danhi, A. (2023). Réforme éducative et défis d'intégration du système d'éducation coranique en Côte d'Ivoire. *DaloGéo*, 009, 202-211.
16. Désalmand, P. (1983). *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire. Tome 1 : Des origines à la Conférence de Brazzaville*. CEDA.
17. Direction des Études, des Stratégies, de la Planification et des

- Statistiques (DESPS). (2024). *Statistiques scolaires de poche 2023-2024 & 2024-2025*. Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA), République de Côte d'Ivoire.
18. Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques (DSPS). (2021). *Statistiques scolaires de poche 2020-2021*. Ministère de l'Éducation Nationale (MENETFP), République de Côte d'Ivoire.
  19. Eloundou-Enyegue, P., & Davanzo, J. (2003). *Taille de la famille et revenus des ménages : Interactions sur la scolarisation*. CICRED.
  20. Escardíbul, J.-O., & Villarroya, A. (2009). The inequalities in school choice in Spain in accordance to PISA data. *Journal of Education Policy*, 24(6), 673-696.
  21. Foubert, T., & International Cocoa Initiative (ICI). (2022). *Étude sur les systèmes de remédiation du travail des enfants dans les communautés productrices de cacao en Côte d'Ivoire*.
  22. Gauthier-Jaques, C. (2023). *Influence de la fratrie dans le développement et le parcours scolaire d'un-e enfant* [Mémoire de master, Sonar].
  23. Gnaoulé-Oupoh, B. (2000). L'école coloniale en Côte d'Ivoire. In *La littérature ivoirienne* (pp. 13-27). Karthala.
  24. International Cocoa Initiative (ICI). (2023). *Données d'activité et de remédiation 2022*.
  25. Knaak, B. & Baumann-Pauly, D. (2024). *Are we making progress towards eliminating child labor? A root cause analysis in the cocoa sector in Côte d'Ivoire*. GCBHR white paper
  26. Kobiané, J.-F. (2002). *Ménages et scolarisation des enfants au Burkina Faso* [Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain].
  27. Koffi. (2025). *Le cacao comme « sève vitale » du développement national en Côte d'Ivoire*.
  28. Kouadio, N. N. (2025). L'éducation scolaire coloniale en Côte d'Ivoire : Motivations et perspectives. *Revue ZAOULI*, 3(10), 108-130.
  29. Kouamé, A., & Schellekens, J. (2002). Développement rural et attitude à l'égard de la taille de la famille en Côte d'Ivoire. *Revue Économie et Statistique*.
  30. Kuepie, M., & Misangumukini, N. (2012). Environnements économique et éducatif des ménages et difficultés scolaires des enfants au Mali. *L'Actualité économique*, 88(4), 415-429.
  31. Lange, M.-F. (2006). Les acteurs de l'évolution de l'offre et de la demande d'éducation en Afrique. In *Défis du développement en Afrique subsaharienne*. IRD.
  32. Lanoue, E. (2003). L'École à l'épreuve de la guerre : Vers une territorialisation des politiques d'éducation en Côte d'Ivoire. *Politique africaine*, 90, 129-143.

33. Lareau, A. (1987). Social Class Differences in Family-School Relationships: The Importance of Cultural Capital. *Sociology of Education*, 60(2), 73-85.
34. Marcoux, R. (1998). Entre l'école et la calebasse : Sous-scolarisation des filles et mise au travail à Bamako. In M.-F. Lange (Dir.), *L'école et les filles en Afrique : Scolarisation sous conditions*. Karthala.
35. Muthugala, et al. (2025). *Unveiling the Economic Determinants of Child Labour in Africa: A Comprehensive Study of 37 Countries*. IDEAS/RePEc.
36. Performance DRENA Soubré. (2024). *Rapport de performance et indicateurs scolaires de la DRENA de Soubré (Période 2020-2024)*. Document de synthèse régionale.
37. Ray, R., & Lancaster, G. (2003). The impact of children's work on schooling: Multi-country evidence. *International Labour Review*.
38. Sapiro, G. (2023). Chapitre 1 : Une consécration paradoxale. In A. Garcia Jr. et al. (éds.), *Bourdieu et les Amériques*. Éditions de l'IHEAL.
39. Schuller, M. (2017). *L'accrochage scolaire : de l'utopie à la réalité*. Pour la Solidarité, Notes d'analyse.
40. Touré, K. (2018). Contexte socio-économique et performances scolaires en Afrique de l'Ouest. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 78, 23-27.
41. UNFPA WCARO. (2015). *Pourquoi la lutte contre le mariage d'enfants et les grossesses d'adolescentes est essentielle*.
42. UNICEF. (2024). *La scolarité de près de 250 millions d'enfants a été perturbée par les crises climatiques en 2024*. Communiqué de presse.